Communiqué

Les partisans du contrôle des armes attribuent un « F » au gouvernement Carney

19 mois après les élections, aucun des cinq engagements en matière de contrôle des armes à feu n'a été réalisé.

MONTRÉAL, le 25 novembre 2026 – **PolySeSouvient** a publié aujourd'hui un bulletin d'évaluation du bilan du **gouvernement Carney** en matière de contrôle des armes à feu depuis son élection, le 28 avril 2025. Ce bilan est appuyé par d'importants groupes de défense du contrôle des armes d'à travers le Canada. Le gouvernement obtient la note globale **F (« Fail / Échec »).** Il reçoit un **D** pour le programme de rachat des armes de style d'assaut et un **F** pour chacun des quatre autres engagements qu'il avait pris envers les Canadiens lors de la campagne électorale de 2025, ce qui mène à la note globale.

PolySeSouvient et les groupes qui endossent ce bulletin ne réclament pas de nouvelles mesures. Ils s'attendent seulement à ce que le **gouvernement Carney** respecte les engagements pris plus tôt par les libéraux et réitérés par le **Parti libéral** lors des dernières élections. Ce bilan évalue le **gouvernement Carney** à l'aune de ses propres mots : son programme électoral de 2025, ses annonces du 10 avril 2025 et ses réponses écrites au questionnaire électoral de PolySeSouvient.

Principales conclusions *(sources sont accessibles via des hyperliens dans le bulletin) :*

1. **Rachat (D) :** Environ 68 700 armes à feu ont été déclarées par des propriétaires individuels, ce qui représente environ la moitié des 136 000 armes que le gouvernement avait prévues dans son budget pour le programme de rachat. Le gouvernement n'a pas révélé combien d'armes ont effectivement été récupérées. En Alberta et en Saskatchewan, où des lois provinciales font obstacle au programme, environ 8 600 armes à feu déclarées restent entre les mains de leurs propriétaires.
2. **Retirer « une bonne fois pour toutes » les armes d'assaut de nos communautés (F) :** En juin 2026, le gouvernement a prolongé, pour une quatrième fois, l'amnistie relative aux armes d'assaut interdites, sans fixer de date d'expiration. Le SKS, l'arme à feu la plus souvent utilisée dans les fusillades de masse et les meurtres de policiers au Canada, y compris celui survenu en juin dernier dans le quartier de Côte-des-Neiges à Montréal au cours duquel l'agent Mohamed Lamine Benredouane a été tué, le passant Michel Mizrahi a perdu la vie et un autre policier a été grièvement blessé, demeure légal. Le groupe consultatif chargé d'examiner si le SKS est une arme qui a sa place dans les collectivités ne s'est toujours pas réuni, près d'un an après l'annonce de cet examen.
3. **Ordonnances de protection (F) :** Le gouvernement a promis l'adoption de règlements définitifs d'ici le printemps 2026, visant à révoquer les permis d'armes à feu des personnes visées par des ordonnances de protection. Ces règlements n'ont toujours pas été adoptés, en plus du constat que le projet de règlement déposé en mars 2025 exclurait les engagements de bonne conduite et autres ordonnances rendues par les tribunaux pénaux, contrairement à ce qu'exige la loi. Près de trois ans après que le projet de loi C-21 a reçu la sanction royale, la mesure n'est toujours pas mise en œuvre.
4. **Chargeurs de grande capacité (F) :** Le gouvernement a promis d'exiger la modification permanente des chargeurs de grande capacité pouvant contenir plus de cinq cartouches et d'en interdire la vente et le transfert. Au lieu de cela, la question a été intégrée à l'examen global du système de classification, dont la durée n'a pas encore été déterminée.
5. **Autorisation préalable des nouveaux modèles (F) :** Le gouvernement a promis d'adopter une loi afin que ce soit la GRC, et non l'industrie des armes, qui détermine la classification des nouveaux modèles d'armes - *avant* leur mise en marché. Aucun projet de loi en ce sens n'a été déposé. Le projet de règlement, présenté par le gouvernement précédent, permet toujours la vente de nouveaux modèles sans que la GRC les ait classés.

PolySeSouvient et d'autres groupes militant en faveur du contrôle des armes à feu, qui appuient l'évaluation présentée dans ce rapport, demandent au **gouvernement Carney** de s'engager à mener à bien cinq initiatives avant le deuxième anniversaire de son entrée en fonction :

1) **finaliser la réglementation sur les ordonnances de protection**, en s'assurant que les engagements de ne pas troubler l'ordre public sont couverts
2) **mettre immédiatement fin à la vente des armes SKS et interdire ce modèle**, avec des exemptions pour les Premières Nations)
3) **accélérer le retrait de TOUTES les armes d'assaut dès l'expiration de l'amnistie actuelle**, y compris par voie de poursuites judiciaires concernant celles se trouvant en Alberta et en Saskatchewan si nécessaire
4) **lancer le processus réglementaire visant à combler les lacunes et à éliminer les exemptions concernant les chargeurs de grande capacité**; et
5) **adopter une loi pour instaurer un système de préautorisation pour les nouveaux modèles**.

Le bulletin complet est disponible via le lien suivant:
https://polysesouvient.ca/Documents_2026/DOCU_26_11_25_ControleDesArmes_Bulletin_GouvCarney.pdf

Citations :

« Tous les engagements figurant dans ce bulletin proviennent des libéraux eux-mêmes. Certaines de ces mesures ont été adoptées il y a près de trois ans, et tout ce que le gouvernement Carney a à faire, c'est de mener le travail à bien. Au lieu de cela, on ne cesse d'entendre parler d'études, de consultations et de nouvelles échéances. »

- Serge St-Arneault, frère d'Annie St-Arneault (1966-1989) et membre de PolySeSouvient

« Les femmes qui ont peur d'un partenaire intime en possession d'une arme à feu ne peuvent pas se permettre d'attendre l'aboutissement d'encore plus de consultations. »

- Tara Graham, fille de Brenda Tatlock-Burke, victime de féminicide en Nouvelle-Écosse

« Nous attendons toujours que ce gouvernement complète ses tâches en interdisant les armes d'assaut qui demeurent légales et en empêchant de façon permanente l'arrivée sur le marché de nouveaux modèles. Le SKS, par exemple, est toujours légalement en vente au Canada, bien qu'il soit fréquemment utilisé pour tuer et blesser des policiers. »

- Dre Najma Ahmed, chirurgienne traumatologue, coprésidente des Médecins pour la protection contre les armes à feu

« Ces mesures ne nécessitent pas de nouvelles consultations ni d'études. Elles nécessitent une décision du premier ministre. »

- Ken Price, porte-parole des Familles de Danforth pour des communautés plus sécuritaires

« Le coroner qui a enquêté sur la fusillade de masse de Dawson a conclu qu'une des failles dans la réglementation sur les chargeurs avait probablement entraîné un nombre plus élevé de victimes sur le trottoir devant l'école. Je fais partie de ces victimes. Vingt ans plus tard, rien n'a encore changé au niveau de cette réglementation. Carney doit tenir sa promesse de prendre des mesures concernant les chargeurs de grande capacité.

- Meaghen Hennegan, survivante de la fusillade de l'école Dawson, Dawson Families for Gun Control »

« Trente-sept ans après le massacre des étudiantes en génie dans leur salle de classe à la Polytechnique, le gouvernement continue d'étudier les moyens d'interdire toutes les armes d'assaut et les chargeurs de grande capacité, dans un contexte où de nombreuses promesses n'ont pas été tenues. Notre génération ne devrait pas avoir à hériter de ce dossier inachevé 37 ans plus tard. Le premier ministre doit agir dès maintenant. »

- Catherine Tessier, vice-présidente aux affaires extérieures, Association des étudiants de la Polytechnique

Contacts:
- Heidi Rathjen, Coordonnatrice, PolySeSouvient. info@polysesouvient.ca, 514-816-7818
- Ken Price, Porte-parole des Familles de Danforth pour des communautés plus sécuritaires, 416-564-6812
- Christopher Holtcroft, Médecins pour la protection contre les armes à feu, 416-996-0767; christopherholcroft@hotmail.ca

- 30 -

À propos de PolySeSouvient : *PolySeSouvient (PolyRemembers) est un groupe bénévole composé d'étudiants et de diplômés de l'École Polytechnique, de témoins et de survivants du massacre du 6 décembre 1989, ainsi que des familles et des proches des 14 femmes assassinées ce jour-là. Le groupe collabore également avec d'autres groupes de défense du contrôle des armes, ainsi qu'avec des survivants et des familles touchées par d'autres fusillades, notamment celles survenues au Collège Dawson, à la mosquée de Québec et sur la rue Danforth à Toronto. Sa mission est de réduire le nombre d'accidents, de suicides, d'homicides, de menaces et d'autres crimes commis à l'aide d'armes à feu. Il préconise un contrôle des armes rigoureux et fondé sur des données probantes, élaboré en collaboration avec la police, des experts en prévention du suicide et des intervenants qui œuvrent pour mettre fin à la violence familiale. Les objectifs de PolySeSouvient sont appuyés par les associations étudiantes de la Polytechnique et d'autres associations d'ingénieurs.*